

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-espionnage-et-extorsion-depuis-le-pouvoir-Les-mecanismes-du-lawfare-en-Amerique-Latine-mis-a-nue>

# Argentine, espionnage et extorsion depuis le pouvoir. Les mécanismes du lawfare en Amérique Latine mis à nue

Date de mise en ligne : vendredi 15 mars 2019

- Notre Amérique - Guerre invisible -

## **Description :**

Argentine, espionnage et extorsion depuis le pouvoir. Axes inattendus de l'exposé du juge Ramos Padilla devant le Congrès argentin. Les mécanismes du *lawfare* en Amérique Latine mis à nue (...) Jorge Elbaum

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Les axes inattendus de l'exposé du juge Ramos Padilla devant le Congrès argentin. Le juge fédéral de la ville de Dolores, Alejo Ramos Padilla, a exposé durant presque cinq heures aux parlementaires qui composent la Commission de Liberté d'Expression les multiples implications de l'investigation qu'il instruit par rapport à l'association illicite dont Marcelo D'Alessio ferait partie.**

## **Vidéo en espagnol de la COMISIÓN : H. Cámara de Diputados de la Nación 13 Mars 2019**

La présentation n'a pas réussi à attirer l'attention des députés de la majorité, qui ont excusé leur absence affirmant que le rapport était un show et une farce.

L'invitation à présenter un rapport sur les avancées de l'enquête a été transmise après que le responsable de la Commission, Leopoldo Moreau, ait pris connaissance du refus du sénateur Juan Carlos Marino (président de la Commission Bipartite de Suivi et de Contrôle des Organismes d'Intelligence) à inviter le magistrat de la ville de Dolores à la réunion d'aujourd'hui jeudi 14 mars.

L'exposé de Ramos Padilla comportait des angles multiples. Cependant, sont apparus plusieurs axes inattendus liés aux relations internationales, dont les ramifications impliquent des conséquences d'ordre géopolitique. Les pays impliqués dans les documents analysés, qui est supposée être un dixième du total (pour l'instant seul un de 4 disques durs confisqués a été analysé), concernent le lien de l'Argentine avec l'Uruguay, le Venezuela, les États-Unis, Israël et la République Islamique d'Iran.

Les opérations d'espionnage incluent l'utilisation de supports technologiques et informatiques provenant (ou fournis) par deux de ces pays et des rapports de renseignements élaborés par des agences d'intelligence depuis l'étrangers à travers des délégations diplomatiques étrangères. Les « objectifs » choisis - c'est la dénomination utilisée par le faux avocat D'Alessio pour orienter les travaux d'espionnage et d'extorsion, entre autres délits - dont la portée à une importance supranationale, se limitent à :

1. L'entreprise publique [vénézuélienne] PDVESA, sur laquelle « on » a cherché à « retourner » un ex-directeur (Gonzalo Brusa Dovat) avec l'objectif de participer à la politique du gouvernement Trump pour s'appropriier le pétrole vénézuélien et pour favoriser de cette façon l'étranglement de son économie. La manoeuvre sur la compagnie d'hydrocarbures inclut - dans des mots de D'Alessio - un bénéfice pour Mauricio Macri, qui se verra récompensé pour avoir favorisé la déroute de l'entreprise pétrolière caribéenne. Le renvoi d'ascenseur se ferait à travers le soutien offert par Washington auprès du *Fonds monétaire international*, où il a la capacité de décider les politiques de cet organisme multilatéral.
2. L'aval aux politiques de harcèlement sur les entreprises iraniennes dans la région. Selon la documentation confisquée lors d'une perquisition, l'organisation paraétatique d'espionnage dont D'Alessio faisait partie s'est dédiée - avec le consentement tacite ou explicite du procureur Carlos Stornelli - à manipuler une entreprise de capitaux iraniens et colombiens résidente en Uruguay, pour empêcher ses actions commerciales. L'activité précitée était réalisée en accord (implicite ou explicite) des directives du Département d'État sur le fait de bloquer les intérêts de l'Iran dans la région, politique souscrite par aucun des États qui composent le Mercosur.
3. Aspects liés à la « lutte contre le terrorisme ». Pendant la perquisition à son domicile dans le quartier de Saint Thomas, le faux avocat a affirmé faire partie d'une organisation chargée de lutter contre le terrorisme international. Il

a prévenu le Juge Ramos Padilla qu'avant de réaliser la perquisition de son domicile, il devait se mettre en contact avec la ministre Patricia Bullrich et avec le chef de l'AFI [Services argentins], Gustavo Arribas, étant donné qu'étaient réalisées à son domicile des investigations qui concernent le Hezbollah. Ce parti politique libanais a été le petit cheval de bataille pour quelques détentions de citoyens arabes et musulmans depuis que le macrisme a pris le pouvoir en décembre 2015. 4. Le *modus operandi* de l'organisation, formée comme une association de malfaiteurs, inclut l'utilisation de matériel d'espionnage inexistant dans notre pays, probablement provenant des États-Unis et d'Israël. À travers ces dispositifs, des données sensibles ont été accumulées sur des avocats, journalistes, hommes politiques et membres du monde du spectacle. L'obtention des rapports précités personnalisés a été faite grâce à des filatures, l'utilisation de drones, écoutes téléphoniques et de caméras cachées avec des systèmes de traitement d'images. L'objectif final de l'information (qui a été parfois envoyée à l'étranger) étant de réaliser des opérations de coercition (chantages, retournements), ou de produire de fausses pistes, pour influencer sur les affaires judiciaires et pour générer les opérations psychologiques de presse destinées à créer la confusion parmi des audiences spécifiques. Dans tous les cas les « dossiers » précités étaient initialement diffusés journalistiquement (parmi d'autres, notamment Daniel Santoro, du quotidien Clarin) et ensuite détournés vers la Justice. D'abord une vague des infos et ensuite on profitait du scandale généré pour accuser ceux concernés, tous choisis a priori.

5. D'Alessio rapporte dans ses multiples communications classées dans l'affaire sur les liens avec des organismes d'intelligence, parmi ceux-ci la DEA, « extraction de personnes » (séquestrations, changements d'identité et/ou fuites) et l'utilisation de valises diplomatiques pour être envoyées vers l'État de Maine, aux États-Unis. Selon l'exposé de la députée Nilda Garré [ex Ministre de la Défense et de la Sécurité plus tard] pendant le temps des questions faites au magistrat, fonctionne dans cet État un centre de recueil d'information contrôlé par la *National Security Agency* (NSA), institution hors des contrôles judiciaires, où se concentre et s'analyse toute information de sécurité stratégique de ce pays.

6. Le juge Ramos Padilla a formellement demandé à la délégation diplomatique des États-Unis, à travers la Chancellerie argentine [Ministère de relations Extérieures], de dire si D'Alessio fait partie d'une dépendance d'intelligence de ce pays, vu l'énorme quantité d'indices (technologiques, armement et documentation) trouvés à son domicile. L'ambassade n'a pas -encore- répondu.

**Jorge Elbaum\*** pour [El Cohete a la Luna](#) Titre original : « LA PUNTA DEL OVILLO. Algunos ejes inesperados de la exposición del juez Ramos Padilla en el Congreso » [El Cohete a la Luna](#). Buenos Aires, le 14 mars 2019

\*[Jorge Elbaum](#) est sociologue, Dr dans Cs. Économiques. Président du « [Llamamiento Argentino Judío](#) ».

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 15 mars 2019

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org).